



Cercle Europe & Economie Sociale

Echange avec Emmanuel Rivière

Directeur général de la division Public
du groupe Kantar France et président
du Centre Kantar sur le Futur de l'Europe

12 février 2021

Le 12 février, nous avons eu le plaisir d'accueillir Emmanuel Rivière, spécialiste des études d'opinion et directeur général au sein du groupe Kantar France, afin de discuter de l'attitude des Français à l'égard de l'Union européenne, notamment suite à la publication d'un rapport réalisé en collaboration avec l'Institut Jacques Delors.

- **Dépasser la dualité pro/antieuropéen**

L'enquête d'opinion, intitulée « Les Français et l'Europe : entre défiance et ambivalence, l'indispensable retour de l'Europe en France », visait principalement à sortir d'une lecture trop simpliste distinguant uniquement les pros des anti-européens.

Cette appréciation binaire de l'opinion française ne peut traduire efficacement et précisément les attitudes des Français à l'égard de l'UE. Cette étude propose ainsi une catégorisation différente qui invite à observer les degrés de soutien à l'Europe ainsi que les modalités de ce soutien ou de ce rejet.

- **Position singulière de la France**

Les résultats de l'enquête d'opinion ont démontré que sur les 15 dernières années, il est constatée une réelle baisse de confiance des Français envers l'UE. Lorsque ces chiffres sont comparés avec la moyenne au niveau européen, cette même baisse de confiance ne se retrouve pas.

Dans la plupart des résultats, la France se situe parmi les pays les plus défiant vis-à-vis de l'Europe. Ces observations traduisent une position singulière en comparaison aux autres Etats membres.

- **Un facteur prédominant : les diplômés**

L'étude a également tenté de dégager les critères les plus favorables ou défavorable au soutien à l'UE. Il a été conclu que le facteur prédominant reste les diplômés. Autrement dit, les personnes les plus diplômées sont celles les plus susceptibles d'avoir une attitude favorable à l'égard de l'Europe et inversement. Ce facteur a semblé jouer d'avantage que d'autres critères comme la situation professionnelle ou la variable d'âge.

- **Prise en compte des « Ambivalents »**

Les résultats de l'enquête ont permis de dégager trois catégories distinctes : les attitudes positives, attitudes négatives et les ambivalents. Ces derniers sont nombreux et nécessaires à la bonne compréhension de l'attitude des Français à l'égard de l'Europe. Il ne s'agissait pas d'intégrer dans cette catégorie ceux parfaitement « neutres » qui ne possèdent aucun avis sur les questions posées. Il s'agissait plutôt d'y catégoriser les Français qui se sentent concernés par l'UE mais qui malgré cet intérêt, n'arrivent pas forcément à se positionner.

Les résultats sont intéressants puisqu'ils montrent que ces ambivalents, en fonction des questions posées, vont dans certains cas se rallier plutôt aux pro-européens et dans d'autres, aux eurosceptiques.

Par exemple, lorsqu'il s'agit de savoir s'ils sont d'accord avec le fait que la voix de l'UE compte dans le monde, les ambivalents répondent à 73% qu'ils sont totalement d'accord. Cela rejoint ainsi largement la catégorie des pro-européens.

A l'inverse, lorsque la question posée concerne le fonctionnement de la démocratie dans l'UE, seul 39% des ambivalents sont satisfaits, ce qui se rapproche plutôt de la position des eurosceptiques.

Globalement, les ambivalents ne sont pas pour une sortie de l'UE. Bien que leur avis soit négatif sur les questions de confiance ou de démocratie européenne, lorsqu'il s'agit de l'appartenance à l'UE, ils y sont plutôt favorables.

- **Des modèles diamétralement opposés**

Un point très important à prendre en compte pour comprendre la position singulière des Français à l'égard de l'UE, est la difficile articulation entre la politique en France et la politique dans l'UE. Leur modèle politique respectif est diamétralement opposé et explique le fait que les Français ont beaucoup de mal à appréhender le fonctionnement européen, notamment le Parlement européen.

Du côté français, on a un modèle constitutionnel et politique qui repose largement sur l'élection présidentielle et le pouvoir exécutif. Les élections législatives sont vues comme une sorte de confirmation du pouvoir exécutif en place, qui occupe une position prédominante dans l'architecture institutionnelle française.

En face, du côté européen, le mode de gouvernance est beaucoup plus axé sur les coalitions, les majorités etc... Celui-ci s'apparente davantage à ce que l'on peut retrouver dans certains régimes démocratiques européens où le Parlement a un rôle clé, comme en Allemagne.

Cette différence rendrait les Français plus impénétrables au système européen et compliquerait largement leur lecture de ce qui se passe au niveau des institutions européennes. Il y aurait donc un problème de « traduction » dans le logiciel politique et les références institutionnelles.

Cette corrélation peut être confirmée par certains pays scandinaves où est observé un bien meilleur niveau d'information et de connaissance des activités européennes chez les citoyens. En effet, le degré de proximité entre le modèle démocratique local et le modèle démocratique européen est bien plus élevé, ce qui facilite leur compréhension du système européen.

- **L'UE : une union politique désincarnée ?**

Un autre facteur important serait le manque d'incarnation politique au niveau européen. On observe au niveau mondial une montée en puissance des leaders au détriment des partis. La contrepartie de ce phénomène est qu'au niveau européen, il y a un vrai défaut d'incarnation. En France, la mise en scène du pouvoir est encore plus importante qu'ailleurs et accentue un peu plus ce sentiment de manque d'incarnation politique par une personnalité européenne.

- **UE : cheval de Troie de la mondialisation**

Par ailleurs, l'Union européenne est perçue par une grande partie de la population comme un « cheval de Troie » de la mondialisation, alors que celle-ci est considérée pour beaucoup comme une réelle menace. Union européenne et mondialisation sont largement associés et iraient ainsi de paire. L'une encourage l'autre et vice-versa. En résultat, les conséquences néfastes de la mondialisation comme les délocalisations et l'abaissement de certains acquis sociaux sont également assimilés à l'UE et à ses politiques.

En parallèle, les politiques économiques européennes sont très largement associées à une idéologie libérale. Cela n'est pas sans conséquence puisque la France serait aujourd'hui, d'après les statistiques de l'Eurobaromètre, un des pays de l'UE les plus défiants vis-à-vis du libéralisme.

- **Impact de la réponse au Covid-19**

Les reproches récurrents à l'égard de l'UE portent souvent sur ses réglementations jugées comme superficielles et éloignées des citoyens. Le fait de s'être largement impliqué dans la réponse à la pandémie en prenant des mesures considérées comme plus concrètes aurait permis de légèrement améliorer l'opinion des Français vis-à-vis de l'UE.

De plus, il y a un relatif consensus sur l'importance de coopérer dans ce type de situation. A l'instar du défi migratoire ou du réchauffement climatique, la pandémie est un problème mondial et les Français s'accordent majoritairement pour dire qu'il vaut mieux y répondre à 27 plutôt que seul.

Il est aussi à noter que la notion de solidarité entre les Etats membres reste un sujet important. Or les résultats de l'enquête ont montré que la satisfaction des citoyens en ce qui concerne la solidarité dans l'UE n'est pas bonne. Cette opinion a par exemple été encouragée par les polémiques entourant la pénurie de masques, lorsque des Etats membres de l'Union tentaient de s'approprier un maximum de stock au détriment d'autres pays.

- **Opinions divergentes sur le Brexit**

En Allemagne et en Irlande, on observe que le Brexit est très largement considéré comme une mauvaise chose. Ce sentiment est assez peu partagé en France où les chiffres sont complément différents.

Plus précisément, au sein des Français qui considèrent positivement le Brexit, il y a deux catégories à distinguer. D'un côté, ceux qui souhaitent un futur similaire à la France (autrement dit, un « Frexit »). De l'autre, les citoyens qui espèrent le départ du Royaume-Uni du fait de son manque d'intégration dans l'UE et de sa volonté historique de rester en marge ou différent des autres Etats membres. De manière générale, on observe un réel sentiment de fatigue chez les citoyens qui considèrent le Brexit comme un « interminable feuilleton ».